

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 47 - MI MAI 2024



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Bastien POULIQUEN, Valentine CHEVE, Pierre BONNEMAISON
- correction par Bastien POULIQUEN*

6

MOYEN ORIENT

*par Alexis TOESCA, Amandine PRINTZ, Juliette MASSE
- correction par Louis PICOULEAU*

9

AFRIQUE

*par Lisa BOS, Henri GERSTER
- correction par Neary VONG*

12

ASIE

*par Baptiste POULARD, Charly HURIER
- correction par Charly HURIER*

15

AMÉRIQUES

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Clément LE LANDAIS
- correction par Clément LE LANDAIS*

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Faustine DORINET
- correction par Jade DELHAYE*

20

ARMEMENT

*par Loris CORNUAULT
- correction par Neary VONG*

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Neary VONG

MISE EN PAGE

Emma ROLLAND DE RENGERVÉ

NOUVEAU MINISTRE DE LA DÉFENSE RUSSE : CHOÏGOU ÉCARTÉ

Quelques jours seulement après l'intronisation de Vladimir Poutine à la tête de l'Etat russe dans le cadre d'un 5e mandat, un remaniement partiel du gouvernement a été acté. Si Mikhaïl Michoustine, Premier Ministre depuis 2020, a été reconduit dans ses fonctions, ce n'est pas le cas pour le Ministre de la défense Sergueï Choïgou. En effet, allié et proche de V. Poutine, le général Choïgou occupait ce poste depuis 2012 et a laissé ce 12 mai la place à Andreï Belouossov. Le manque d'expérience de ce dernier en matière militaire démontre un nouveau virage de la politique de défense russe. On se souvient des tensions induites avec Evgueni Prigojine (ex dirigeant du groupe paramilitaire Wagner) par la mainmise de l'ancien Ministre de la défense sur les opérations en Ukraine. A. Belouossov, économiste de 65 ans spécialiste des questions industrielles, n'aura clairement pas la même influence sur les questions de terrain. Justifiant ce choix, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a ainsi affirmé : *"Aujourd'hui, sur le champ de bataille, celui qui l'emporte, c'est celui qui est le plus ouvert à l'innovation"*. Rien de nouveau, suivant les récents propos de V. Poutine concernant le ministère de la défense russe devant : *« être absolument ouvert à l'innovation, à l'introduction de toutes les idées avancées, à la création des conditions de la compétitivité économique"*. Il faut donc voir ici une volonté de développer un complexe militaro-industriel soumis à rude épreuve. S. Choïgou ne devrait pour autant pas disparaître de la scène politique moscovite étant données les rumeurs concernant sa future introduction comme chef du Conseil de sécurité russe. Ne manque plus à ce remaniement que l'officialisation du Conseil de la Fédération, qui ne devrait être qu'une formalité.

Concernant les renseignements extérieurs (SVR) et le service de sécurité russe (FSB), nul changement ne devrait se produire, leurs dirigeants, respectivement Sergueï Narychkin et Alexandre Bortnikov, devraient tous deux conserver leur place. Enfin, il est à noter le maintien à son poste du puissant ministre des affaires étrangères russe : Sergueï Lavrov.



Bastien POULIQUEN

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES EN LITUANIE

Le 12 mai dernier se tenait le 1er tour des élections présidentielles en Lituanie. Le Président sortant, Gitanas Nausėda, est largement en tête avec 40% des suffrages exprimés devant sa Première Ministre, Ingrida Šimonytė, qui comptabilise 20% des suffrages exprimés. Les deux candidats s'affronteront lors du second tour le 26 mai. Plusieurs sujets ont tenu cette campagne, la question des relations avec la Chine, la question des inégalités socio-économiques dans le pays et la défense et la menace russe. En 2021, la capitale lituanienne, Vilnius, a ouvert une représentation diplomatique de Taiwan sous ce nom et non sous le nom de sa capitale « Taipei », ce qui aurait facilité les relations avec la Chine au lieu d'être source de tensions relationnelles. Le président sortant, Gitanas Nausėda, est favorable au fait de renommer cette représentation diplomatique tandis que sa Première Ministre s'y oppose.

Le second grand sujet concerne la situation socio-économique et plus particulièrement les inégalités de revenus importantes dans le pays, environ un quart de la population lituanienne vivait sous le seuil de pauvreté. Cela engendre une forte émigration de la jeunesse vers des pays de l'union Européenne et par conséquent, cela affecte la démographie du pays.



Le plus gros enjeu de cette élection présidentielle reste la menace de son voisin russe qui pèse sur la Lituanie. Les questions de défense ont été au cœur des débats, le pays balte veut renforcer sa sécurité car il possède une frontière avec l'enclave russe très militarisée de Kaliningrad. Le pays craint d'être la prochaine cible sur la liste de Moscou après la guerre contre l'Ukraine. Dans ce contexte de guerre, les candidats à l'élection présidentielle se sont accordés sur les questions de défense, et sont tous favorables à l'Union Européenne et à l'OTAN, ces organisations sont perçues comme des remparts face à la politique russe. A suivre le 26 mai, lors du second tour des élections, pour savoir qui sera le prochain Président de la Lituanie pour un mandat de 5 ans...

Valentine CHEVÉ

CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN : KHARKIV SOUS LE FEU

Un tournant stratégique du conflit entre l'Ukraine et la Russie a éclaté dans le Nord-Est de l'Ukraine avec le lancement d'une nouvelle offensive russe au nord de la ville de Kharkiv, cela fait plusieurs mois que les troupes du Kremlin avance dans la direction de cette grande ville depuis l'Est. Cette offensive au Nord de la ville a débuté le 10 mai, elle marque une nouvelle phase critique pour les combattants ukrainiens dans une situation déjà compliquée. Le principal objectif de cette offensive semble être la création d'une zone tampon le long de la frontière russe afin de protéger la région frontalière de Belgorod, qui a été plusieurs fois la cible d'incursions ukrainiennes ces derniers mois.

En sécurisant cette zone, la Russie cherche à prévenir sa population des incursions et des bombardements ukrainiens, tout en consolidant ses positions stratégiques dans la région. Mais cette offensive est aussi un moyen pour les Russes d'allonger la ligne de front, ce qui force les Ukrainiens à redéployer des troupes le long de ce nouveau front, entraînant de possibles fragilisations des défenses dans d'autres régions, permettant donc à la Russie de continuer son offensive dans l'Est du pays et d'accentuer la pression sur les défenses Ukrainiennes en manque de munition et d'obus depuis déjà plusieurs mois. Les autorités ukrainiennes ont réagi avec fermeté à cette offensive, affirmant avoir anticipé les mouvements russes et avoir préparé leur défense en conséquence. Cependant, malgré les préparatifs, les forces russes ont réussi à mener des opérations de reconnaissance en profondeur, avançant sur plusieurs kilomètres dans la région et en s'emparant de plusieurs villages à la frontière. Les conséquences de cette offensive sont déjà dévastatrices pour les populations locales. Les combats intenses dans la région de Kharkiv ont déjà entraîné des déplacements massifs de population et exacerbent les souffrances des civils. Cette escalade souligne l'importance stratégique cruciale de la région de Kharkiv dans l'évolution du conflit, en tant que deuxième plus grande ville d'Ukraine, avec une population d'environ 1,3 million d'habitants, Kharkiv est un important centre industriel, notamment dans les domaines de l'ingénierie, de la technologie, de la métallurgie et de l'aviation. Sa capture par les forces russes pourrait potentiellement donner à la Russie un accès à des ressources économiques vitales et à des infrastructures industrielles clés.

Enfin, sur le plan militaire, Kharkiv est un nœud stratégique et logistique important avec des installations militaires, des bases et des infrastructures qui sont le cœur des opérations militaires ukrainiennes dans l'Est du pays. Sa capture ou son contrôle par les forces russes leur donnerait un avantage tactique significatif. L'offensive russe à Kharkiv marque un tournant majeur dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie. La capture ou le contrôle de Kharkiv pourrait modifier l'équilibre des forces sur le terrain et avoir des répercussions décisives sur l'issue du conflit. La situation actuelle souligne l'urgence d'une résolution pacifique et durable pour mettre fin à cette escalade destructrice.



Pierre BONNEMAISON

MOYEN-ORIENT

VOTE SYMBOLIQUE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRAL DE L'ONU, L'AUTORITÉ PALESTINIENNE REÇOIT UN LARGE SOUTIEN ET DE NOUVEAUX DROITS D'OBSERVATEUR

Le vendredi 10 mai à New York, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution qui recommande au Conseil de sécurité de réexaminer la question de l'adhésion de la Palestine. Cette résolution, adoptée à 143 votes pour 9 contre et 25 abstentions, est une avancée diplomatique pour la cause palestinienne. Elle fait suite au veto opposé par les États-Unis au Conseil de sécurité le 18 avril, bloquant l'admission de la Palestine en tant que membre à part entière de l'ONU. Par ce vote, les principaux changements apportés aux statuts auxquels la Palestine aura droit à partir du 10 septembre sont les suivants :

- Proposer des points à inscrire à l'ordre du jour provisoire des sessions ordinaires ou extraordinaires et le droit de demander l'inscription de points supplémentaires ou additionnels à l'ordre du jour des sessions ordinaires ou extraordinaires ;
- Droit des membres de la délégation de l'État de Palestine d'être élus membres du bureau de la plénière et des grandes commissions de l'Assemblée générale
- Participation pleine et effective aux conférences des Nations Unies et aux conférences et réunions internationales convoquées sous les auspices de l'Assemblée générale ou, le cas échéant, sous les auspices d'autres organes des Nations Unies.

Ce dernier vote a souligné les divisions européennes au sujet de la reconnaissance de la Palestine. En effet, 14 membres de l'Union européenne ont voté pour, dont la France. Onze autres se sont abstenus tels que l'Italie et l'Allemagne, et deux ont voté contre : la Hongrie et la République tchèque. La reconnaissance bilatérale future de l'État Palestinien par l'Espagne, l'Irlande, Malte et la Slovénie pourrait débloquent les réticences européennes à reconnaître la Palestine. Face à cette tendance dynamique sur la scène internationale, la question de la reconnaissance de la Palestine prend une autre dimension. En réaction au vote, l'ambassadeur Israélien M. Erdan a marqué les esprits en détruisant un exemplaire de la charte des Nations Unies à la broyeuse. Bien que ce vote soit une avancée, ce dernier reste symbolique, la Palestine n'ayant pas encore de statut de membre à part entière des Nations Unies, car bloqué par les États-Unis au Conseil de sécurité.



Alexis TOESCA

MOYEN-ORIENT

L'OPÉRATION DE TSAHAL À RAFAH

Le lundi 6 mai, l'armée israélienne a lancé une opération "limitée" dans la ville de Rafah, située au Sud de la bande de Gaza, où se sont réfugiés plus de 1 million de palestiniens. Le lendemain, 7 mai, Israël affirmait avoir pris le contrôle du poste frontière de Rafah qui était le seul accès qui n'avait pas été bloqué depuis l'annonce du siège de la bande de Gaza le 9 octobre. Ce poste frontière avec l'Égypte avait permis d'acheminer de l'aide humanitaire par voie terrestre et de faire évacuer certains gazaouis et binationaux depuis le début de la guerre contre le Hamas. L'opération israélienne a compromis la possibilité d'une trêve avec le Hamas qui était négociée au même moment par l'intermédiaire des délégations envoyées au Caire. Cette opération a encore un peu plus isolé l'État hébreu sur la scène internationale après la décision du président américain Joe Biden de suspendre une livraison d'armes qui comprenaient plus de 3 000 bombes en raison du danger que cette opération faisait courir aux civils gazaouis sur place. Le 6 mai, en vue de cette opération, Israël avait appelé les civils présents à l'est de Rafah à rejoindre "la zone humanitaire proche" d'Al-Mawasi, cette première évacuation concernait 100 000 personnes selon Tsahal. D'autres évacuations ont depuis eu lieu.



L'Égypte, de son côté, se prépare à une arrivée massive de réfugiés si l'armée israélienne poursuit son offensive sur Rafah. Pour cela le Caire a entamé la construction d'une zone sécurisée dans le désert du Sinaï pouvant accueillir jusqu'à 100 000 réfugiés palestiniens en cas d'exode massif. Ce scénario, de plus en plus probable, provoque des tensions entre l'Égypte et Israël. En effet, depuis le début du conflit l'Égypte craint un exode massif et refuse d'ouvrir le poste frontière de Rafah pour accueillir les gazaouis par crainte de ne pas être en mesure de faire face à cette crise migratoire, mais également pour éviter que des terroristes du Hamas ne se rendent sur le sol égyptien.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

L'ÉMIR DU KOWEÏT DISSOUT LE PARLEMENT POUR LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Ce vendredi 10 mai 2024, le cheikh Mechaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah a annoncé la dissolution du Parlement et la suspension « *d'articles de la Constitution relatifs à la vie politique pendant une période n'excédant pas quatre ans* », la Constitution du Koweït demeurant inchangée depuis 1961. Cette décision au nom du « salut national » laisse la population perplexe, entre espoir d'un déblocage institutionnel paralysant le pays depuis de nombreuses années, et peur d'une dérive autoritaire.



De facto, depuis la fin des années 2000, et le règne de l'émir Sabah, les relations entre l'Assemblée et le gouvernement sont conflictuelles. Les dissolutions successives de l'Assemblée n'ont pas permis la création d'un paysage parlementaire plus consensuel et apaisé. Cette impasse politique a retardé des réformes indispensables au développement et à la diversification économique du pays de cette pétromonarchie abritant 7 % des réserves mondiales de pétrole brut.

Cette mesure est jugée nécessaire par l'émir qui détermine que ce blocage n'a que trop duré et a « *encouragé la diffusion de la corruption à toutes les entités de l'Etat - et plongé le pays dans une « réalité négative* ». Les dernières élections du 4 avril ont reconduit 39 des 46 députés sortants. Le souverain a désigné son neveu, le cheikh Ahmad Al-Sabah, comme Premier ministre. Toutefois, aucun député n'a accepté de prendre un portefeuille ministériel indispensable pour former le gouvernement suivant la Constitution. Selon Bader Al-Saif, professeur adjoint à l'université du Koweït : « *Il y a eu un échec du pouvoir politique, du côté exécutif comme parlementaire. La politique est un art du compromis, mais tous ont échoué à cet exercice* ».

Les plus conservateurs de l'émirat se disent soulagés de cette décision, craignant le « chaos », contre la plupart de la population qui, malgré la critique d'un système parlementaire défaillant, se dit attachée au pluralisme, aussi exprimé dans les universités, les syndicats ou dans les médias. « *Un ordre de l'émir ne peut, à lui seul, effacer l'héritage centenaire d'ouverture du royaume. L'émirat a déjà connu deux périodes de suspension du Parlement, de 1976 à 1981, puis de 1986 à 1992. A chaque fois, l'Assemblée a été réinstaurée sous la pression populaire* » souligne le professeur Al-Saif. Deux jours après cette annonce, le dimanche 12 mai 2024, le cheikh Ahmad Abdallah al-Ahmad al-Sabah, membre de la famille régnante Al-Sabah a été nommé par l'émir premier ministre du gouvernement aux cotés de 13 autres ministres comprenant 2 femmes, composant le neuvième gouvernement en 4 ans.

Juliette MASSE

AFRIQUE

AU BURKINA FASO, DES RAPPORTS ACCABLANTS RÉVÈLENT LES MASSACRES COMMIS PAR L'ARMÉE BURKINABÈ

Alors que la région environnante est en proie à une multiplication massive des offensives djihadistes qui progressent dans tout le pays, c'est cette fois l'armée régulière burkinabè qui est accusée par l'ONG Human Right Watch de différents massacres de civils. C'est sur la base de vidéos particulièrement choquantes datées du 3 au 9 mai que l'ONG de défense des droits humains a décidé de révéler ces massacres.



Dans ces vidéos prises au smartphone, on peut y voir de nombreux cadavres : femmes, enfants, personnes âgées, étendus sur le sol au milieu d'un village, pour certains en train de brûler. Ces massacres de grande ampleur ont eu lieu entre le 3 et le 9 mai dans l'Est du pays à travers les villages de Foutouri, Tankoulou, Sebba et Dori, tous traversés à cette période par un convoi de l'armée régulière burkinabè chargé de ravitailler les différents villages en carburant. Des témoignages recueillis par des journalistes et des membres de Human Right Watch font état de plusieurs centaines de corps découverts. Selon les habitants interrogés sur place, les soldats burkinabés ont accusé les résidents de ces localités de connivence avec les groupes djihadistes qui sévissent dans la région avant de procéder à des exécutions de masse sur ce motif.

Si ce massacre stupéfait par son ampleur et sa cruauté, il ne s'agit cependant pas d'un évènement isolé dans le pays. En effet, dès le mois de mars, l'ONG Human Right Watch publiait un rapport accablant sur d'autres massacres commis par l'armée burkinabè dans le Nord du pays. Selon l'ONG, les soldats et miliciens au service de la junte au pouvoir ont, entre le 25 et le 29 février, exécuté près de 223 civils dont 53 enfants des villages de Nodin et Soro à une vingtaine de kilomètres de la frontière malienne. Des évènements découverts grâce à des vidéos tournées localement mais aussi des images satellites faisant état de charniers dans la région.

Si la situation reste extrêmement instable dans la région du fait de la présence des groupes djihadistes renforcés par le départ des troupes françaises, les différents rapports publiés à ce jour montrent que l'armée régulière burkinabè est à l'origine d'au moins autant de meurtres de civils que les groupes terroristes sévissant dans tout le pays. Une situation humanitaire dramatique qui amène certains responsables d'ONG à réclamer l'ouverture d'une enquête internationale pour définir les circonstances et les responsables de ces massacres.

Henri GERSTER

AFRIQUE

"CRISE EN RDC : CONDOLÉANCES ET CONDAMNATIONS APRÈS LE BOMBARDEMENT DE GOMA"

Le récent bombardement d'un camp de déplacés près de Goma, en République démocratique du Congo (RDC), a déclenché une série de réactions nationales mais surtout internationales. Les attaques, attribuées aux rebelles du Mouvement du M23 ainsi qu'aux Forces de défense rwandaises, ont causé des pertes en vies humaines, dont des enfants, et ont exacerbé la crise humanitaire dans cette région. Les condamnations ont afflué, avec des appels à des enquêtes indépendantes et des mesures de responsabilisation.

Dans ce contexte, les autorités congolaises ont organisé une cérémonie d'hommage pour les victimes lors de leur inhumation, soulignant ainsi la gravité de la situation et l'importance de rendre hommage aux victimes innocentes de cette violence.



Les États-Unis, traditionnellement alliés au Rwanda, ont adopté une position particulièrement ferme, appelant le Rwanda à enquêter sur les attaques et à traduire les responsables en justice. Cette réaction souligne une évolution inhabituelle dans les relations régionales. L'Union européenne, l'Union africaine et d'autres acteurs internationaux ont également condamné les attaques et appelé à une cessation immédiate des hostilités. La réponse humanitaire est cruciale alors que des milliers de personnes sont déplacées et que les besoins humanitaires augmentent. Coordonner les efforts pour fournir une assistance médicale, alimentaire et un abri adéquats est essentiel pour atténuer les souffrances des populations touchées. Parallèlement, des initiatives diplomatiques sont nécessaires afin de se diriger vers un dialogue entre les parties, et encourager une résolution pacifique du conflit.

La justice et la responsabilité doivent être prioritaires. Des enquêtes indépendantes sont essentielles pour établir les responsabilités des attaques contre les civils et poursuivre en justice les auteurs présumés, conformément au droit international humanitaire. Promouvoir la responsabilité et la reddition de comptes contribuera à prévenir l'impunité et à garantir la protection des populations civiles à l'avenir. Permettant potentiellement d'éviter à nouveau un conflit comme celui-ci. En somme, la situation en RDC nécessite une réponse internationale, combinant des efforts humanitaires, diplomatiques et judiciaires pour mettre fin à la violence, mais surtout protéger les civils afin de promouvoir une paix durable dans cette région africaine.

Lisa BOS

AU CACHEMIRE PAKISTANAIS, LES RUES S'EMBRASENT

Depuis le 10 mai, de nombreuses manifestations dégénèrent dans la violence à Muzaffarabad et ailleurs au Cachemire, sous occupation pakistanaise. Elles sont d'abord organisées pour réclamer plus de protection face à la crise économique que traverse le pays, alors que l'inflation et les impôts explosent. Mais les protestes sont devenues en quelques jours de véritables révoltes populaires, dénonçant la dureté et la violence des autorités pakistanaises dans la région et mobilisant largement les factions indépendantistes. Écoles et commerces restent fermés, et certains bâtiments ont été incendiés.

Alors que la police réprime durement ces manifestations, plusieurs dizaines de blessés sont à déplorer, et certains activistes présents rapportent la mort d'au moins deux manifestants, tués à coups de bâton, ou de tirs, que la police aurait dirigés sur la foule. Ces morts de jeunes manifestants et la violente répression face à des manifestations pacifiques alimentent largement la mobilisation et la radicalisation de ces démonstrations. Les rassemblements ont été interdits dans les provinces cachemires, en vain. Plusieurs officiels ont été aussi lynchés par la foule en colère, dont un policier à mort.



Plus surprenantes, des affiches anti-pakistanaises et pro-indiennes fleurissent sur certains murs de la province. Alors que les séparatistes critiquent également l'occupation par l'Inde d'une autre partie du Cachemire, ceux-ci réclament maintenant une intervention indienne, évidemment peu probable. Dans le reste du Pakistan, des manifestations ont également été organisées face à la crise économique, ainsi que pour dénoncer les violations des droits humains par les forces de sécurité.

Largement endentées, les autorités pakistanaises peinent à répondre aux demandes des manifestants, et le gouvernement n'a pas annoncé de mesures concrètes, mais appelle les manifestants à la retenue et réclame la fin des violences, tout en continuant de réprimer durement le mouvement menaçant le pouvoir d'Islamabad.

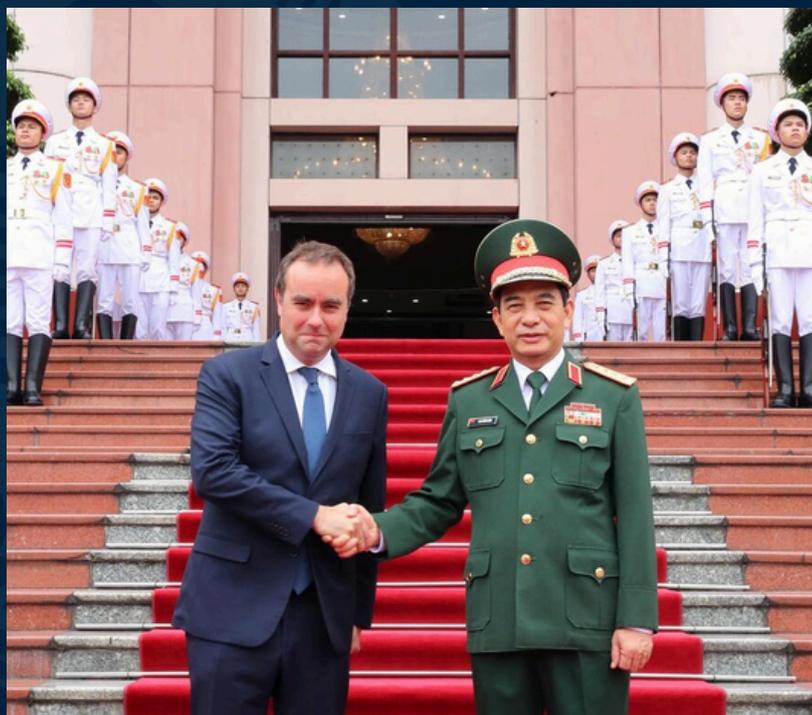
Baptiste POULARD

NOUVEAU PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE LA FRANCE ET LE VIETNAM

"Le Vietnam accorde une grande importance à son partenariat stratégique avec la France, qui s'épanouit de manière extensive et intensive dans divers domaines, y compris la défense", affirmait le ministre vietnamien de la Défense, Phan Van Giang, lors de la visite officielle de son homologue français, Sébastien Lecornu, le dimanche 5 mai.

Après la cérémonie d'accueil en l'honneur du ministre français, le général Phan Van Giang a souligné l'importance de cette visite pour renforcer la coopération bilatérale en matière de défense. Il a évoqué l'esprit de *"mettre de côté le passé et regarder vers un avenir radieux"*, symbole des relations entre les deux nations.

Le ministre vietnamien a souligné les progrès significatifs réalisés grâce à une déclaration de vision commune sur la coopération de défense pour 2018-2028 et un accord modifié sur les liens de défense. Ces progrès incluent les échanges de délégations, les dialogues et consultations, la formation, l'industrie de défense, la médecine militaire, ainsi que la gestion des héritages de guerre et la participation aux missions de maintien de la paix de l'ONU. Phan Van Giang a suggéré de redoubler d'efforts pour renforcer ces collaborations et d'accélérer les discussions pour finaliser le programme de coopération pour 2025-2028.



Sébastien Lecornu, de son côté, a insisté sur l'importance de la collaboration bilatérale pour partager les mémoires historiques et affronter les séquelles de la guerre. Il a exprimé l'espoir de voir les liens de défense entre les deux pays devenir plus efficaces et à la hauteur du partenariat stratégique établi. Les discussions ont également abordé des questions régionales et internationales, notamment maritimes, mettant en avant la nécessité de la paix, de la sécurité et de la liberté de navigation, conformément au droit international et à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982. La rencontre s'est conclue par la signature d'une lettre d'intention visant à renforcer la coopération de défense entre le Vietnam et la France, marquant une nouvelle étape dans le partenariat stratégique entre les deux nations.

Charly HURIER

L'INDE QUITTE OFFICIELLEMENT LES MALDIVES

Le gouvernement du président maldivien Mohamed Muizzu a annoncé le rapatriement du dernier groupe de militaires indiens stationnés aux Maldives, un jour avant la date limite fixée au 10 mai. Cette décision marque un tournant dans les relations entre les deux pays, mises à l'épreuve depuis l'élection de Muizzu, perçu comme un dirigeant pro-chinois. Le retrait des militaires indiens, une promesse clé de la campagne présidentielle de Muizzu, a été progressif. Un premier groupe a quitté les Maldives début mars, suivi d'un second en avril, totalisant 51 soldats. Le rapatriement final a été confirmé par Heena Waleed, porte-parole du bureau du président, précisant que 90 militaires indiens ont quitté le territoire maldivien.

Les soldats indiens étaient initialement stationnés pour exploiter et entretenir deux hélicoptères et des avions Dornier offerts par l'Inde. Leur présence avait permis le maintien de certaines infrastructures critiques, soulignant l'importance de l'aide indienne dans la région. Toutefois, malgré le retrait complet, Malé n'a pas fourni de décompte final précis des soldats rapatriés. La décision de retrait a été le fruit de discussions intenses entre les deux nations, ponctuées par quatre séries de réunions de haut niveau. La dernière de ces réunions s'est tenue à New Delhi le 3 mai. À la suite de ces discussions, le porte-parole indien Randhir Jaiswal a confirmé le retour des groupes initiaux et le remplacement par du personnel technique indien pour maintenir les opérations aériennes.



Parallèlement, le ministre des Affaires étrangères des Maldives, Moosa Zameer, a effectué une visite officielle en Inde où il a rencontré son homologue indien, S. Jaishankar. Les deux ministres ont souligné l'importance des relations bilatérales basées sur des intérêts mutuels et une sensibilité réciproque. Zameer a exprimé sa gratitude envers l'Inde pour son soutien dans ce processus de retrait. Ce développement s'inscrit dans le cadre plus large des initiatives indiennes telles que « SAGAR » (Sécurité et croissance pour tous dans la région) et la « Politique de voisinage d'abord » du gouvernement Modi, témoignant de la place stratégique des Maldives dans l'océan Indien. La résolution de ce dossier par le dialogue et la diplomatie illustre la solidité des liens entre les deux nations malgré les tensions récentes.

Charly HURIER

AMÉRIQUES

COLOMBIE : LA RÉVÉLATION CONTROVERSÉE DE GUSTAVO PETRO

Gustavo Petro, président de la Colombie depuis août 2022, a annoncé lors de la cérémonie d'investiture de Mary Lucero Novoa au Conseil supérieur de la magistrature, qu'il comptait dénoncer devant l'Assemblée générale des Nations-Unies la violation par l'État colombien de l'accord de paix conclu avec les FARC en 2016. Lors de cette déclaration, Petro abordait la réforme agraire, un sujet au cœur des discussions en Colombie, mais qui n'a pas encore été concrétisé. Le président colombien a exprimé son inquiétude quant à l'absence de mise en œuvre de la réforme agraire, premier point des six accords conclus avec les FARC. Les FARC, ou Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, étaient un groupe guérillero colombien qui s'est formé en 1964.



Initialement, ils étaient un mouvement politique et militaire marxiste et léniniste, prônant une réforme agraire et la lutte contre les inégalités socio-économiques en Colombie. Au fil du temps, les FARC ont été impliquées dans des actions militaires, et des activités criminelles. La réforme agraire fait référence à un ensemble de mesures visant à promouvoir une répartition plus équitable des terres, en faveur des populations rurales défavorisées.

La réforme agraire était un point central des négociations entre le gouvernement et les FARC dans le cadre des accords de paix signés en 2016. Au cours de son discours, le président colombien a affirmé : « *Nous devons nous tourner vers les Nations Unies... Ce n'est pas un jeu. Cette fois, le président de la République ira et devra dire : 'L'État colombien ne respecte pas l'accord de paix qu'il a signé'.* » Il a également abordé les conséquences graves du non-respect de l'accord de paix, remettant en question la crédibilité de l'État colombien vis-à-vis de la guérilla qui a déposé les armes, mais également vis-à-vis du monde.

Le président colombien a réitéré ses propos sur les réseaux sociaux en affirmant que le non-respect des conditions de l'accord constituerait une violation des accords de paix et ferait de la Colombie le premier pays à ne pas respecter « une déclaration unilatérale d'État signée devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies ». Ces déclarations ont provoqué de nombreuses critiques, notamment sur les réseaux sociaux, soulignant la contradiction entre le chef de l'État et l'État dont il est à la tête.

Blanche ARMINJON

AMÉRIQUES

L'ARMÉE AMÉRICAINE PRÉPARE LE TERRAIN POUR UNE FORCE DE SÉCURITÉ DIRIGÉE PAR LE KENYA EN HAÏTI

L'armée américaine a commencé, mardi 7 mai, à déployer du matériel militaire et des équipements à Port-au-Prince, en Haïti. Ces fournitures sont destinées à une force internationale sous le commandement du Kenya, dans le cadre d'une mission multinationale autorisée par l'ONU pour rétablir l'ordre dans un pays en crise.

Depuis mars 2024, Haïti traverse une période tumultueuse. Le Premier ministre Ariel Henry, en déplacement à l'étranger, a été contraint de démissionner après que des gangs se sont alliés pour attaquer l'aéroport Toussaint-Louverture et prendre d'assaut les bâtiments officiels. Un conseil présidentiel de transition a été mis en place, optant pour une présidence tournante jusqu'aux prochaines élections, avec pour priorité de reconquérir les territoires contrôlés par les gangs.



Les États-Unis, principaux financeurs du projet, ont intensifié leurs efforts en fournissant du matériel militaire et en construisant une base d'opérations à l'aéroport de Port-au-Prince. Un premier contingent de 200 policiers kényans est attendu le 23 mai 2024. Ces policiers s'entraînent depuis la fin de l'année dernière pour cette mission, malgré des débats houleux au Kenya concernant leur envoi. Le président kényan William Ruto, principal défenseur de cette mission, a insisté sur la nécessité de « servir l'humanité » en répondant à la crise haïtienne. Pourtant, cette initiative a divisé le Kenya, suscitant des controverses parlementaires, des blocages judiciaires, et des critiques de la part d'activistes et de groupes de défense des droits de l'homme.

Les policiers kényans, parmi les mieux formés du pays, se préparent à une mission périlleuse dans un contexte où des gangs bien armés et organisés contrôlent une grande partie de Port-au-Prince. Les chefs de gangs, comme Jimmy Cherizier alias Barbecue, chef de la coalition G9, et les leaders du gang des 400 Mawozo, représentent des défis majeurs. Pour que cette mission réussisse, il faudra non seulement mener des opérations de sécurisation mais aussi des missions de diplomatie. Négocier avec certains chefs de gangs conciliants sera crucial pour stabiliser le pays. La mission en Haïti, soutenue par les Nations Unies, implique environ 2 500 membres, dont 1 000 policiers kényans. Les experts régionaux estiment que cette mission représente un risque politique pour l'administration Ruto. Le succès de cette mission dépendra de la capacité des forces multinationales à naviguer dans ce contexte complexe, à sécuriser Haïti et à faciliter la tenue des élections pour restaurer la gouvernance stable du pays.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

PÉROU & ETATS-UNIS : ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD SUR LES INTERCEPTIONS AÉRIENNES

Dans la journée du 9 mai, à Washington, le sous-secrétaire d'État des États-Unis, Kurt Campbell, a rencontré le vice-chancelier du Pérou, Peter Camino, pour aborder des sujets d'intérêt commun. Cette rencontre a été organisée dans le cadre de l'inauguration du Mécanisme de dialogue politique entre le Pérou et les États-Unis. Cette coopération couvre des axes de collaboration dans divers domaines.



Par exemple, la lutte contre le trafic de drogue occupe une place importante dans cette collaboration. L'accord d'interception aérienne entre les deux pays est donc entré en vigueur aux fins de cet événement. Le vice-ministre péruvien des politiques de défense, César Torres, et la secrétaire adjointe américaine au contrôle des armements et à la sécurité internationale, Bonnie D. Jenkins, ont été chargés de signer le protocole d'accord qui marque le début de la mise en œuvre de l'accord.

Pour comprendre d'où vient cet accord, il faut remonter au 12 août 2023, lors d'une supervision du Centre de Commandement, Contrôle et Opérations de Communication (C4) de la Police Nationale. Durant cet événement, le premier ministre Alberto Otárola Peñaranda a annoncé qu'un accord entre le Pérou et les États-Unis avait été conclu. Celui-ci permettra à l'Armée de l'Air péruvienne de recevoir à nouveau la coopération du pays nord-américain dans plusieurs domaines pour lutter contre le trafic de drogue. Étant donné que cet accord nécessitait l'approbation du pouvoir législatif, le texte a été envoyé le 14 décembre au Congrès de la République. L'accord a été approuvé à l'unanimité par la Commission des relations extérieures du Congrès et à une large majorité multipartite (73 voix) par l'Assemblée plénière du Parlement le 18 avril. En vertu de cet accord, la coopération est rétablie et permet d'obtenir des États-Unis les informations pertinentes, le financement, les données radar, le soutien en matière de commandement, de contrôle et de communication, l'équipement, la maintenance et l'assistance opérationnelle nécessaires pour renforcer les actions de l'armée de l'air péruvienne (FAP) dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants.

Qu'est-ce que l'interception aérienne ?

Lors de l'annonce de la signature de l'accord en 2023, l'ambassade des États-Unis au Pérou a expliqué que l'interception aérienne signifie qu'un avion « traceur » doit rester à proximité d'un autre avion qui tente de pénétrer sur le territoire. « *Par interception aérienne, on entend l'action d'un avion de repérage ou d'interception qui s'approche et reste à proximité d'un avion dans le but de l'identifier et, si nécessaire, de le ramener sur son itinéraire prévu, de l'escorter hors d'un espace aérien restreint ou interdit, ou de le faire atterrir* », ont-ils déclaré.

Clement LE LANDAIS

AÉROSPACE

LA FRANCE RENFORCE SA CAPACITÉ DE SURVEILLANCE AVEC UNE COMMANDE DE DRONES EBEE À AGEAGLE AERIAL SYSTEMS

La France intensifie ses capacités de surveillance et de reconnaissance avec une commande importante de drones à AgEagle Aerial Systems fin avril. Le ministère des Armées a passé commande de 40 drones d'observation et de reconnaissance eBee, avec la capacité de voler dans des environnements où les signaux de géolocalisation sont brouillés, et un rayon d'action de 20 km. Le contrat, d'une valeur de 3,4 millions de dollars, comprend également des capteurs, des stations de contrôle et des liaisons de données.

Les drones eBee Vision sont des ailes volantes légères et discrètes, fabriquées en plastique expansé pour éviter la détection radar. Ils disposent d'une caméra avec capteurs jour et infrarouge pour une observation avancée, même en cas de brouillage des signaux de géolocalisation. Avec une vitesse de croisière de 49 km/h et une autonomie de 90 minutes, ces drones peuvent couvrir de vastes zones. La liaison de données est cryptée AES-256 pour assurer la confidentialité des informations, et les pilotes peuvent choisir parmi différents modes de vol pour des missions variées de surveillance, de reconnaissance et de renseignement.

Cette commande s'inscrit dans la stratégie d'acquisition du ministère des Armées, qui évolue vers un modèle d'achat de produits disponibles sur le marché pour rester à la pointe des avancées technologiques. Cette transition vers des drones plus accessibles et polyvalents reflète l'évolution du paysage des drones militaires, où la France se positionne désormais pour répondre aux défis contemporains de sécurité et de défense.



Faustine DORINET

ARMEMENT

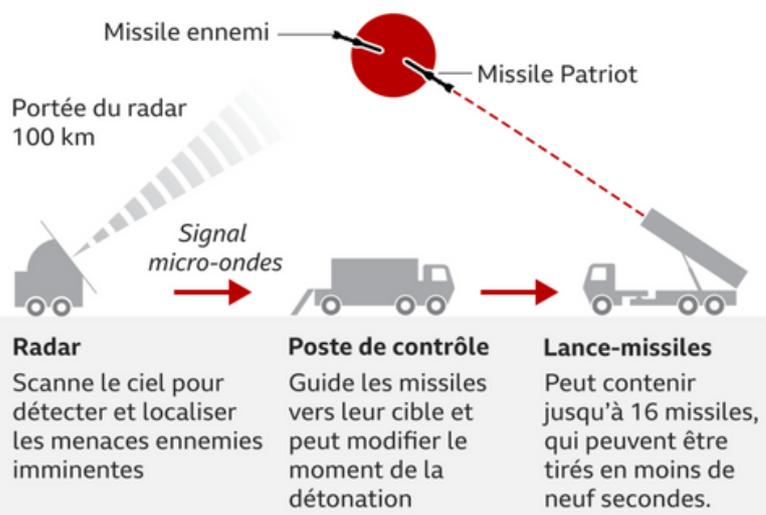
400 MILLIONS DE DOLLARS : LES ÉTATS-UNIS RENFORCENT LEUR SOUTIEN MILITAIRE À L'UKRAINE

Il a fallu attendre le 23 avril 2024 pour que le Congrès américain vote une aide de 60,8 milliards de dollars, en attente depuis longtemps du côté ukrainien. La première livraison de matériel de 1 milliard de dollars comprend des obus de 155 mm, des blindés M2 Bradley, et des missiles antichars Javelin. Bien que certains équipements, notamment les missiles ATACMS, aient été prépositionnés en Europe en attendant le vote pour être envoyés rapidement sur le terrain, l'acheminement des armes promises prendra cependant un certain temps. Selon le New York Times, la livraison est prévue pour l'été.



Cependant, la Russie, consciente de la faiblesse de l'Ukraine due à son manque de munitions et d'armement avant son réapprovisionnement, en a profité pour lancer une offensive dans la région de Kharkiv, tentant de percer les lignes de défense. « Les Russes savent qu'ils ont moins de deux mois pour attaquer, car après, nous disposerons des moyens promis par les Américains », espère le commandant ukrainien Iouri Fedorenko. Pour pallier ce manque et rattraper son retard, la Maison Blanche a annoncé le 10 mai une nouvelle aide militaire de 400 millions de dollars directement prélevée dans les réserves du ministère de la Défense américain, sous forme d'équipements et d'aide à la formation pour « porter assistance à l'Ukraine ».

Fonctionnement du système de missiles Patriot



Source : Raytheon Company

BBC

Cette aide urgente comprend des systèmes antiaériens Patriot, nécessaires pour protéger les villes. Ces systèmes permettraient de contrer les bombes russes qui pilonnent les positions défensives et civiles, notamment les centrales électriques. Bien que ces missiles soient fabriqués par les États-Unis, plusieurs armées européennes en possèdent, et Washington met la pression sur ses alliés en Europe pour accélérer la livraison des Patriots. Cependant, ces pays se montrent réticents à se séparer de tels équipements.

Pour l'instant, l'Ukraine attend la majorité des livraisons d'armes. Pour Volodymyr Zelensky, « perturber les plans d'offensive russes est désormais notre tâche numéro un ».

Loris CORNUAULT

SOURCES

• EUROPE

◦ **Nouveau ministre de la défense russe : Choïgou écarté**

- "Russie : M. Poutine nomme un économiste à la tête du ministère de la Défense", Laurent Lagneau, Opex 360, 13/05/2024
- "Poutine limoge son ministre de la Défense Sergueï Choïgou", L'Alsace, 12/05/2024
- "Poutine limoge son ministre de la Défense Sergueï Choïgou", Alain Barluet, Le Figaro, 12/05/2024
- "Qui est Andrei Belousov, le nouveau ministre de la Défense nommé par Poutine pour mener la guerre en Ukraine ?", Robert Plummer, BBC News, 12/05/2024

◦ **Les élections présidentielles en Lituanie**

- "Présidentielle en Lituanie : le président sortant largement en tête du premier tour, devant sa première ministre", Le Monde, 13/05/2024
- "Présidentielle en Lituanie: le président contre sa première ministre au second tour", Le Figaro, 13/05/2024
- "Lithuania's presidential election will be a Šimonytė-Nausėda rematch. Amid constant threats from Russia", Federico Baccini, Eunews, 13/05/2024

◦ **Conflit Russo-Ukrainien : Kharkiv sous le feu**

- "Guerre en Ukraine : "30 000" soldats russes engagés dans l'offensive au nord-est, mais la ville de Kharkiv n'est "pas menacée", selon Kiev", Clément Parrot, Mathilde Goupil, France Info, 14/05/2024
- "« Zone tampon », véhicules blindés, renfort... ce que l'on sait de l'offensive russe dans la région de Kharkiv", Le Parisien, 10/05/2024
- "Offensive russe en Ukraine : près de 1 800 personnes évacuées dans la région de Kharkiv", France 24, 11/05/2024

• MOYEN-ORIENT

◦ **Vote symbolique à l'Assemblée général de l'ONU, l'autorité palestinienne reçoit un large soutien et de nouveaux droits d'observateur**

- « L'Assemblée générale presse le Conseil de sécurité de réexaminer "favorablement" l'adhésion de la Palestine à part entière », *News Un*, 10/05/24
- « L'autorité palestinienne reçoit un large soutien à l'ONU lors d'un vote symbolique », *Carrie Nooten et Piotr Smolar, Le Monde*, 11/05/24
- « United nations General Assembly backs palestinians bid for membership », *Aljazeera*, 10/05/24

◦ **L'opération de Tshal à Rafah**

- "Joe Biden annonce un arrêt des livraisons d'armes offensives à Israël en cas d'intervention militaire massive à Rafah", *Piotr Smolar, Le Monde*, 09/05/24
- "A Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, la percée des chars israéliens fragilise l'espoir d'une trêve", *Louis Imbert, Le Monde*, 07/05/24
- "Guerre à Gaza: Israël lance l'évacuation de civils à Rafah", *l'Opinion*, 06/05/24
- "Gaza : Israël lance l'évacuation de l'est de Rafah et « encourage » ses habitants à rejoindre des « zones humanitaires »", *Le Monde*, 06/05/24
- "L'Égypte construit une zone de sécurité dans le Sinaï en prévision d'un éventuel afflux de réfugiés depuis Gaza", *Hélène Sallon, Le Monde*, 17/02/24

◦ **L'émir du Koweït dissout le Parlement pour la mise en place d'un nouveau gouvernement**

- "Au Koweït, le système semi-démocratique remis en question par l'émir Mechaal", *Hélène Sallon, Le Monde*, 13/05/2024
- "Nouveau gouvernement au Koweït sur fond de crise politique", *L'Orient le Jour*, 13/05/2024
- "Koweït: formation d'un nouveau gouvernement composé de 13 ministres", *Le Matin*, 13/05/2024

SOURCES

• AFRIQUE

- **Au Burkina Faso, des rapports accablants révèlent les massacres commis par l'armée burkinabè.**
 - « Au Burkina Faso, « les soldats voulaient s'assurer qu'il n'y avait pas de survivants » Le Monde – 25/04/2024
 - « Massacres au Burkina Faso : des vidéos accablent l'armée burkinabè » France24 – 14/05/2023
 - « Burkina Faso : des soldats tournent des vidéos se vantant des violences de l'armée envers des civils » RFI – 15/05/2024
- **"Crise en RDC : Condoléances et condamnations après le Bombardement de Goma"**
 - RFI: "RDC: une cérémonie officielle pour les victimes tuées lors du bombardement du 3 mai" - (15/05/2024)
 - LE MONDE : "Est de la RDC : le conflit déborde sur le Sud-Kivu, faisant sept morts" (09/05/2024)
 - TV5 monde : "RD Congo : obsèques des victimes du bombardement de Mugunga". (16/05/2024)
 - Nation unies : " RDC : l'ONU condamne le bombardement de sites de personnes déplacées près de Goma" - (03/05/2024)

• ASIE

- **Au Cachemire pakistanais, les rues s'embrasent**
 - Cop 'lynched', civilians killed in Pakistan-occupied Kashmir. Why did violent protests break out in PoK?, Hindustan Times, 12/05/2024
 - Is Pakistan Losing Its Grip On PoK? Posters Emerge Demanding Merger With India Amid Protests, News 18, 12/05/2024
 - A police officer was killed in Pakistan-held Kashmir during protests against price hikes, Associated Press, 12/05/2024
- **Nouveau partenariat stratégique entre la France et le Vietnam**
 - "Soixante-dix ans après Diên Biên Phu, la France et le Vietnam vont renforcer leur coopération militaire", Laurent Lagneau, OPEX360, 06/05/2024
 - "Vietnam and France agree to strengthen their strategic partnership", Asia News Network, 07/05/2024
 - "Vietnam, France look to ramp up cooperation in sharing war memories", 05/05/2024
- **L'Inde quitte officiellement les Maldives**
 - "L'Inde retire tout son personnel militaire des Maldives (porte-parole présidentiel)",The Indian Express, 10/05/2024
 - "India completely withdraws soldiers from Maldives: Official", The Time Of India, 10/05/2024
 - India Completes Drawdown of its Military Personnel from Maldives, The Diplomat, 13/05/2024

SOURCES

- **AMÉRIQUES**

- **Colombie : La révélation controversée de Gustavo Petro**

- "En Colombie, le président Gustavo Petro engage une ambitieuse réforme agraire", Marie Delcas, *Le Monde*, 27/10/2022
- "Petro señala al Estado colombiano de no querer cumplir el acuerdo de paz con las FARC", SANTIAGO TRIANA SÁNCHEZ, *El País*, 15/05/2024
- "L'accord de paix historique entre la Colombie et les FARC a été signé", *Le Monde*, 27/11/2016

- **L'armée américaine prépare le terrain pour une force de sécurité dirigée par le Kenya en Haïti.**

- "Haïti : les États-Unis préparent le terrain à l'arrivée d'une force multinationale de sécurité", Omar Ouahmane, *France TV Info*, 09/05/2024
- "Kenya Rallies Police Officers Ahead of Haiti Deployment", Abdi Laftir Dahir, *The New York Times*, 14/05/2024
- "US army prepares the ground for Kenyan-led security force in Haiti", The Brussels Times et Belga, *The Brussel Times*, 08/05/2024
- "Us military flies supplies to Haiti in preparation for foreign security force", Joe Daniels, *Financial Times*, 12/05/2024

- **Pérou & Etats-Unis : Entrée en vigueur de l'accord sur les interceptions aériennes**

- "Entra en vigencia acuerdo de interceptación aérea entre Perú y Estados Unidos", *El Peruano*, 09/05/2024
- "Perú y EE.UU. combatirán el narcotráfico: Congreso aprobó el acuerdo para permitir la interceptación de vuelos", Ricardo Mc Cubbin, *Infobae*, 18/04/2024
- "Gobierno peruano logra acuerdo con Estados Unidos para desbloquear interdicción aérea, como parte de acciones contra el narcotráfico" Communiqué de presse, *Plataforma del Estado Peruano*, 12/08/2023
- "Entra en vigor el acuerdo de interceptaciones aéreas entre Perú y EEUU", Peter Watson, *Infodefensa*, 13/04/2024

- **AÉROSPACE**

- **La France renforce sa capacité de surveillance avec une commande de drones eBee à AgEagle Aerial Systems**

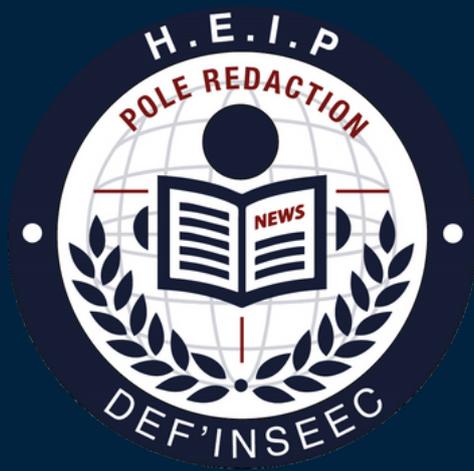
- "Le ministère des Armées a commandé des drones eBee VISION auprès du groupe américain AgEagle", *Opex 360*, Laurent Lagneau, 2 mai 2024
- "Des drones américains pour l'armée française", *Armées*, Jean-Baptiste Giraud, 2 mai 2024

SOURCES

- **ARMEMENT**

- **400 millions de dollars : les États-Unis renforcent leur soutien militaire à l'Ukraine**
 - "Guerre en Ukraine : face à l'offensive russe sur Kharkiv, où en est l'aide militaire promise par les alliés de Kiev ?", *France info*, 12 mai 2024
 - "Guerre en Ukraine : la Maison Blanche annonce une nouvelle aide à Kiev de 400 millions de dollars sur fond d'offensive russe", *France info*, 10 mai 2024
 - "Guerre en Ukraine : l'aide militaire américaine ne suffira pas à rééquilibrer le rapport de force en 2024", *Le Monde*, Cédric Pietralunga, 13 mai 2024
 - "Washington annonce une nouvelle aide à l'Ukraine sur fond d'offensive russe à Kharkiv", *RFI*, 11 mai 2024





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

